



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 84 – 29 SEPTEMBRE 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

KENYA :
DEBUT DE LA
PRODUCTION DE
PEUGEOT AU
KENYA

CONFLIT MARITIME
COTE D'IVOIRE-
GHANA : LE TRIBUNAL
INTERNATIONAL DE LA
MER (TIDM) TRANCHE
EN FAVEUR DU GHANA

ANGOLA :
LE FONDS SOUVERAIN
ENREGISTRE SON 1ER
RESULTAT POSITIF EN
2016

MAURICE :
LA BOURSE DE
MAURICE DESIGNEE
COMME LA PLUS
INNOVANTE
D'AFRIQUE

LIBERIA :
UBA, ORANGE ET
MTN S'ASSOCIENT
POUR LE PAIEMENT
MOBILE DES IMPOTS

AFRIQUE DU SUD :
LES EXPERTS
S'ATTENDENT A UNE
PRODUCTION RECORD
DE MAÏS EN 2017

GABON :
IMPLANTATION DU
GROUPE VIVENDI

SEYCHELLES :
JOON, LA NOUVELLE
COMPAGNIE D'AIR
FRANCE VA PROPOSER
DES VOLS PARIS-
VICTORIA LOW COST

BURKINA FASO :
MEMORANDUM
D'ENTENTE POUR
L'IMPORTATION DE
GAZ NATUREL LIQUEFIE
DE LA GUINEE
EQUATORIALE



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Accord pétrolier entre les deux Soudan

Les ministres du Pétrole des deux Soudan ont signé un accord, par lequel le Soudan du Sud s'engage à continuer de faire transiter son pétrole par le Soudan, à un coût de 24 USD le baril, se décomposant en 15 USD de taxe et 9 USD de droit de passage. Le Soudan s'engage de son côté à fournir de l'assistance technique, des équipements d'analyse et de la formation pour l'exploitation du champ pétrolier du Soudan du Sud de Thar Jath, dans la province d'Unity. La production moyenne pétrolière du Soudan du Sud, qui s'est élevée en 2016 à 130 000 barils/jour, pourrait avoir diminué, pour atteindre 110 000 barils /jour à la mi-2017. Lors de l'indépendance, elle était de 350 000 barils/jour en 2011.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Kenya et l'Ouganda en discussion avec l'Exim Bank chinoise pour le financement du projet ferroviaire Malaba-Kampala

Le Kenya et l'Ouganda tiendront des discussions avec les responsables de l'Exim Bank en octobre afin de débloquer des fonds pour la ligne de chemin de fer Malaba-Kampala. A ce jour, le seul tronçon fonctionnel du SGR va de Mombasa à Nairobi, et les travaux sont entamés pour la ligne Nairobi-Malaba. Les ministres des Finances et des Transports des deux pays se rendront à Pékin, où l'Ouganda devrait recevoir l'approbation finale du financement du tronçon Malaba-Kampala.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Conflit maritime Côte d'Ivoire-Ghana : le Tribunal international de la mer (TIDM) tranche en faveur du Ghana

Les deux pays ne parvenaient pas à s'entendre sur le tracé de leur frontière maritime. La zone litigieuse contient un important gisement de pétrole offshore, le plus grand découvert en Afrique de l'Ouest ces dix dernières années. Le Ghana, qui avait mené les explorations, a lancé des opérations d'exploitation dans cette zone en 2010. La Côte d'Ivoire estimait que cette zone lui revenait de droit et a porté l'affaire devant le TIDM. Dans son verdict du 23 septembre dernier, le TIDM a estimé que «le Ghana n'a pas violé les droits souverains de la Côte d'Ivoire », attribuant ainsi la zone disputée au Ghana. Les deux parties se sont engagées à respecter cette décision.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Nigéria : inflation à 16,01 % en août et maintien des réserves de change

D'après le Bureau nigérian de la statistique, l'inflation en août s'est établie à 16,01 % en g.a. contre 16,05 % en juillet. Il s'agit du 7^{ème} recul successif de l'IPC en g.a.. L'indice des prix à la consommation des biens alimentaires est stable à 20,25 % en g.a. (20,28 % en juillet). Cette stabilisation de l'inflation intervient dans un contexte de relative convergence entre le taux interbancaire (305 NGN/USD) et le taux observé sur le marché parallèle (367 NGN/USD), soit un différentiel de 20 % contre 48 % au mois de mars dernier. De même, les réserves se maintiennent bien au-delà du seuil des 30 Mds USD, à 31,8 Mds USD au mois d'août, soit un bond de 7,9 Mds USD depuis le point le plus bas, atteint en octobre 2016 à 23,8 Mds USD.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : note maintenue à « B avec perspectives stables » par Fitch

L'agence de notation Fitch a maintenu la note du Ghana à « B avec perspectives stables ». Cette décision reflète l'amélioration des perspectives de croissance à moyen-terme et des indicateurs macroéconomiques, ainsi que la volonté du gouvernement de renforcer la soutenabilité des finances publiques. L'objectif de réduction du déficit public ne devrait cependant pas être atteint pour la 2^{ème} année consécutive : il devrait être de 7 % en 2017 (contre 6,3 % en 2016) selon Fitch. En outre, l'agence souligne que le ratio d'endettement public (73 % en 2016) et le rapport entre la dette publique et les revenus de l'Etat (364 %) sont très supérieurs aux niveaux médians de la catégorie B (respectivement 56 % et 227 %).

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : le Fonds souverain enregistre son 1^{er} résultat positif en 2016

Pour la 1^{ère} fois depuis sa création en octobre 2012, le Fonds souverain angolais (FSDEA) a enregistré un résultat positif l'an passé (bénéfice de 44 M USD après une perte de 135 M USD en 2015) grâce notamment à ses investissements dans les ports en eau profonde et dans des projets agricoles ainsi qu'à la réduction de ses coûts opérationnels. Pour rappel, le FSDEA a été créé afin de constituer une épargne intergénérationnelle pour pérenniser les capitaux issus de l'exploitation du pétrole et participer à la diversification progressive du tissu productif.

✉ Paul.RASO@dgtresor.gouv.fr

▼ Namibie : contraction du PIB pour le 2^{ème} trimestre consécutif

L'économie est entrée en récession au 2^{ème} trimestre avec un recul du PIB de -1,7 % en g.a au T2, comme au T1. En glissement annuel, la baisse de la croissance résulte notamment de la contraction des secteurs de la construction (-51,9 % - 6^{ème} trimestre consécutif de recul), des ventes de gros et de détail (-8,2 % - 3^{ème} trimestre consécutif de recul) et de la pêche (-9,8 %). A l'inverse, ont été porteurs les secteurs de l'agriculture (+17 %) et des mines (+25,8 %) qui bénéficient respectivement de l'amélioration des conditions climatiques et de la hausse graduelle des cours et de la production des matières premières. Après 1,1 % l'an passé la croissance s'élèverait à 2,1 % cette année et 3,8 % en 2018 selon la Banque centrale.

✉ Paul.RASO@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : la signature d'un accord avec le FMI pourrait intervenir d'ici la fin de l'année**

Le secrétaire permanent des Finances, Mukuli Chikuba, a annoncé que la Zambie espère obtenir une approbation finale s'agissant de l'accord FMI d'ici le mois de décembre (reprise des discussions en octobre), un calendrier sans doute difficile à tenir selon l'agence de notation Fitch. Les autorités doivent encore démontrer leur engagement à avancer sur le champ des réformes structurelles (gouvernance, transparence des finances publiques et des entreprises d'Etat, diversification de l'économie, réformes des secteurs agricole et de l'énergie) ainsi que s'agissant de la dépense publique.

✉ Paul.RASO@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Zimbabwe remboursera ses arriérés de paiements lorsque ses fondamentaux macroéconomiques seront suffisamment solides**

Le ministre des Finances Patrick Chinamasa a annoncé que le Zimbabwe n'était pas en mesure de rembourser ses arriérés de paiements auprès de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement (1,8 Md USD) même si le gouvernement avait négocié un prêt pour y parvenir (sans pour autant nommer le bailleur). En effet, le gouvernement estime que la restauration d'un cadre macroéconomique stable est un préalable au remboursement des arriérés.

✉ Paul.RASO@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zimbabwe : le rythme de dépréciation de la monnaie zimbabwéenne face au dollar accélère**

Après 9 mois de quasi-stabilité suivant la mise en circulation des *bond notes*, leur valeur nominale se détériore rapidement. Pour autant, pour faire face au besoin de liquidités, une nouvelle émission de 300 M USD est prévue d'ici la fin du mois de septembre. Actuellement sur le marché informel, les *bond notes* se sont dépréciées de 10 à 15 % face à l'USD et de 50 % environ pour la monnaie électronique (contre respectivement 5 % et 15-20 % environ au mois de mai). A noter que la valeur de cette monnaie face au dollar fluctue légèrement et au cas par cas en fonction du produit, du vendeur, du montant de la transaction ainsi que de la valeur du billet (petites/grosses coupures), etc.

✉ Paul.RASO@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : le Tchad prépare son forum sur les réformes institutionnelles**

Le Haut comité technique d'appui aux réformes institutionnelles s'est réuni à N'Djamena du 18 au 22 septembre afin de valider le rapport final préparé par le Comité d'appui aux réformes institutionnelles. Les principales propositions avancées portent sur le processus de décentralisation, qui doit se traduire par un redécoupage administratif en 12 régions avec pour objectif de réduire le nombre de postes en province en leur accordant davantage d'autonomie, ainsi que sur l'instauration d'un parlement bicaméral caractérisé par un mode de scrutin direct et indirect. La suppression de plusieurs grandes institutions considérées trop coûteuses, telles que le médiateur de la République, le conseil économique ou le collège de contrôle des revenus pétroliers, est également envisagée.

✉ bidett@afd.fr

▼ **Ethiopie : mission du FMI au titre de l'article IV**

Le FMI a terminé sa mission de revue annuelle de l'Ethiopie au titre de l'article IV de sa charte. La mission s'est félicitée de la croissance attendue pour l'année 2016/2017 qui s'établirait à 9 %. Les principaux risques identifiés par la mission restent les mêmes que lors des précédentes revues même si on note des améliorations substantielles : le poids grandissant de la dette (même si celui-ci croit à un rythme moins rapide qu'avant) ; le niveau élevé du déficit du compte courant (même s'il a baissé d'un point de PIB en un an) ; la faiblesse persistante tant des réserves de change que des exportations qui tardent à décoller, face à des importations qui ont été toutefois contenues cette année. Le rapport sera présenté au conseil d'administration courant novembre.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : appétit grandissant des investisseurs pour les obligations à long-terme au détriment des bons à court-terme**

Alors que le Trésor kenyan accélère les levées de bons du Trésor, les investisseurs se tournent désormais vers les maturités longues (deux ans et plus) au détriment des bons à court-terme (un an et moins). La dernière émission de bons du Trésor par adjudication, qui proposait des bons d'une maturité de 2 et 10 ans, s'est clôturée le 25 septembre et a enregistré un taux de souscription de 147 %. Afin de tirer profit de cet engouement sur les marchés obligataires à long-terme, le gouvernement kenyan a déjà lancé une nouvelle souscription, à hauteur de 126 M USD (13 Mds KES), à 2 et à 10 ans également, qui s'étendra du mardi 26 au jeudi 28 septembre. A l'inverse les bons à court-terme émis du 18 au 22 septembre ont enregistré une forte baisse du taux de souscription, évalué à 41,18 %, contre 91,8 % la semaine précédente.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : hausse de 22 % des investissements directs étrangers au premier semestre 2017**

Ces derniers se sont élevés à 290 M USD (contre 241 M USD lors du premier semestre 2016), soit 2,4 % du PIB. Ces derniers sont concentrés à hauteur de 55 % dans l'immobilier résidentiel (notamment pour les programmes dédiés aux étrangers qui concentrent 33 % des IDE totaux), le secteur bancaire et les assurances (32 %) et la construction (5,2 %). 33,5 % de ces fonds proviennent du Luxembourg, 25,5 % de la France (soit 74 M USD) et 11 % d'Afrique du Sud.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : la Banque mondiale toujours préoccupée par la réforme du système des pensions et le vieillissement de la population**

Ces thématiques ressortent du diagnostic de l'économie auquel viennent de se livrer les équipes de la Banque mondiale et ce, en vue de l'adoption prochaine de l'accord cadre de partenariat quinquennal pour la période 2017-2021. La Banque a souligné à nouveau l'urgence d'une réforme du système des pensions et met en garde contre les risques et répercussions liés au problème du vieillissement de la population.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : croissance annuelle du PIB de 4 % au 2^{ème} trimestre 2017

Selon l'Institut national des statistiques du Rwanda, le produit intérieur brut a progressé de 4 % au deuxième trimestre 2017 en glissement annuel. De manière sectorielle, la croissance a atteint 6 % dans le secteur de l'agriculture, 7 % dans le secteur des services et 1 % dans celui de l'industrie. Au regard de la demande, le principal fait notable est le redressement des comptes extérieurs. Les exportations ont crû de 29 % tandis que les importations ont diminué de 11 %. D'ici décembre 2017, le gouvernement prévoit une croissance annuelle de 6,2 % et 6,8 % l'année suivante en axant sur le développement.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ Tanzanie : reconstitution des réserves de minéraux et métaux précieux par la banque de Tanzanie (BoT)

Le gouverneur de la Banque de Tanzanie, Benno Ndulu, a confirmé travailler sur les modalités de reconstitution des réserves de minéraux et métaux précieux tels que la tanzanite, les diamants et l'or. Cette décision fait suite à une récente proposition du président Magufuli visant à ce que la Banque centrale acquière des minéraux extraits localement pour consolider ses réserves, au lieu de se limiter à faire face aux réserves de trésorerie. La banque de Tanzanie avait stoppé ses précédents achats d'or après l'effondrement de 2009 d'une raffinerie d'or, *Mwananchi Gold Company Limited* (MGCL), qui avait été créée sur la base d'une joint-venture entre la Banque centrale et des investisseurs privés. La Tanzanie est le cinquième producteur d'or du continent africain.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : le gouvernement reste optimiste sur sa capacité à attirer des investissements directs étrangers (IDE)

Selon la directrice des relations publiques du *Tanzania Investment center* (TIC), la Tanzanie aurait attiré 4,3 Mds USD d'IDE sur l'année 2016/2017, contre 5,8 Mds sur l'exercice précédent. Les principaux secteurs concernés sont l'agriculture et la pêche, l'énergie, la construction et le transport. Les neuf pourvoyeurs d'IDE enregistrés en 2016/17 étaient le Royaume-Uni, l'Inde, la Chine, la Libye, l'Iran, Maurice, le Congo et le Luxembourg.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : projet de loi relatif au budget 2018

Le gouvernement burkinabè a adopté, en conseil des ministres du 20 septembre 2017, un projet de loi de finances pour l'exercice 2018. Le budget 2018 s'établit en ressources à 2 006 Mds FCFA (3 Mds EUR) et en dépenses à 2 430 Mds FCFA (3,7 Mds EUR). 52 % du budget est consacré à l'investissement. Le déficit budgétaire s'élève à 645 M EUR, soit environ 5 % du PIB. Les autorités comptent ramener le déficit en dessous de la norme de 3 % à partir de 2019. Le Conseil a marqué son accord pour la transmission dudit projet de loi à l'Assemblée nationale.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : Moody's maintient la note positive de Ba3 stable**

L'Agence de notation maintient la note du pays, suite à la publication des résultats trimestriels de croissance sur des données désaisonnalisées. La croissance économique annualisée est passée à 6,4 % au deuxième trimestre, après 5,1 % au premier trimestre, grâce à des bonnes performances dans l'ensemble des secteurs : primaire (+8,3 %), secondaire (+4,3 %) et tertiaire (+5,9 %). Selon Moody's, l'accélération de la croissance vient de l'amélioration des infrastructures de transport et électriques. Leur financement partiel sur ressources extérieures a cependant fait passer la dette du pays de 47 % en 2013 à 60 % du PIB en 2016.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : le pays n'obtient que 54,5 % du montant sollicité lors de sa dernière émission de titres sur le marché régional**

Lors de sa dernière émission de titres (Obligations assimilables du Trésor à 3, 5 et 7 ans) sur le marché de l'UEMOA le 19 septembre dernier, le Togo a obtenu 16,3 Mds FCFA, soit 54,5 % du montant (30 Mds FCFA) mis en adjudication. La prochaine levée de fonds du gouvernement togolais est prévue pour le mois d'octobre 2017, avec une mise en adjudication de 32,7 Mds FCFA.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : point de conjoncture sur le secteur bancaire**

Une réunion s'est tenue le 22 septembre dernier, entre l'équipe locale de la BCEAO et les responsables des banques et établissements de crédit du pays, afin de faire état de l'évolution de la situation bancaire au Togo. Il en est ressorti qu'à fin juin 2017, les dépôts ont atteint 1635 Mds FCFA (2,5 Mds EUR), soit une hausse de 20 % par rapport à juin 2016. Les crédits ont progressé de 18 % sur la même période pour ressortir à 1 187 Mds FCFA (1,8 Md EUR). Quant au taux d'intérêt moyen pratiqué par les banques, il est en baisse de 80 points de base, s'établissant désormais à 7,7 % au 30 juin 2017.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Le Nigéria cherche à attirer les investisseurs

Le forum des investisseurs Nigéria-Etats-Unis tenu la semaine passée à New-York avait pour objectif d'attirer près de 25 Mds USD. Le Nigéria a fait plusieurs annonces cette semaine pour renforcer la facilité du climat des affaires : i) le gouvernement a réinstauré le Tribunal de valeurs mobilières (*Investment and Securities Tribunal*, dissout en 2015), dans le but de restaurer la confiance des investisseurs sur les marchés de capitaux ; ii) le gouvernement a ouvert un portail en ligne pour la publication des contrats de Partenariats Publics-Privés ; iii) un panel gouvernemental a été créé pour la publication de données statistiques financières sur le pays.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Ghana perd une place dans le classement *Where to invest in Africa*

Le Ghana est descendu à la 5^{ème} place du classement sur l'attractivité des pays africains, réalisé depuis sept ans par la banque d'affaires sud-africaine Rand Merchant Bank. Les évolutions du PIB réel en PPA, les prévisions de croissance et l'environnement des affaires constituent les critères d'évaluation du classement. Le Ghana a perdu une place par rapport à l'an dernier, en raison notamment de la résurgence de phénomènes de corruption et d'entrave à la liberté d'entreprendre. Il demeure cependant le pays le plus attractif d'Afrique de l'ouest devant la Côte d'Ivoire (10^{ème}) et le Nigéria (12^{ème}).

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : rencontre ministère du Budget – CPG

Le ministre du Budget, Jean-Fidèle Otandault, à l'occasion d'une rencontre avec les membres de la CPG (Confédération patronale gabonaise), a annoncé le règlement de 1 300 Mds XAF au titre du remboursement de la dette intérieure sur la période 2017-2020, dont 350 Mds XAF pour l'année 2017. 200 Mds auraient, selon le ministre, été déjà décaissés au profit des entreprises, sans que le détail de ces règlements n'ait été communiqué. Le ministre a également annoncé la mise en place d'un Comité, souhaité par la CPG, qui évaluera et validera le montant exact de cette dette. C'est le Cabinet PWC qui procédera à cet audit.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : la Bourse de Maurice désignée comme la plus innovante d'Afrique

Pour la quatrième fois en l'espace de sept ans, le trophée de la bourse la plus innovante d'Afrique a été décerné à la Bourse de Maurice (*Stock Exchange of Mauritius*) à l'occasion de la tenue de l'*Africa investor (Ai) Institutional Investment Summit and Capital Markets Index Series Awards 2017* à New York. Ce prix est attribué sur la base de plusieurs critères dont les nouvelles initiatives adoptées par les marchés boursiers, les programmes pour renforcer la qualité des services, le respect des règles boursières et la conformité des opérations aux normes internationales.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : retrait de la liste des pays dont les ressortissants ont un accès limité à l'entrée sur le territoire américain**

Les Etats-Unis ont retiré le Soudan de la liste des pays dont les ressortissants ne peuvent, sauf exception, voyager aux Etats-Unis. La presse américaine a mentionné une bonne coopération en matière sécuritaire et un bon partage d'information, parmi les motifs justifiant ce retrait.

✉ olivier.biltz@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : retrait du Partenariat pour un Gouvernement ouvert (OGP)**

Le gouvernement tanzanien a annoncé son intention de se retirer temporairement de l'initiative multilatérale *Open Government Partnership* (OGP). En effet, il souhaiterait notamment évaluer dans quelle mesure cet accord de partenariat est en ligne avec ses objectifs actuels. L'OGP a été lancé en 2011 par huit pays fondateurs, dans le but de promouvoir la transparence de l'action publique et son ouverture à de nouvelles formes de collaboration avec la société civile. L'accord réunit aujourd'hui soixante-quinze états membres sur les cinq continents, dont onze Etats africains. La Tanzanie était en 2011 le second Etat africain – après l'Afrique du Sud – à rejoindre le partenariat.

✉ beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Libéria : UBA, Orange et MTN s'associent pour le paiement mobile des impôts

L'Autorité libérienne du revenu a signé un accord de partenariat avec la banque nigériane United Bank for Africa (UBA), ainsi qu'avec l'opérateur sud-africain MTN et le français Orange pour l'introduction d'un système de paiement des impôts et taxes via téléphonie mobile. Le lancement officiel devrait avoir lieu en novembre 2017 en deux phases et permettra aux contribuables de payer via une plateforme mobile développée conjointement par MTN et Orange Liberia.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : la BEAC rééchelonne la dette du Tchad

La Banque des États d'Afrique centrale (BEAC) a accepté jeudi 21 septembre de rééchelonner la dette contractée par le Tchad auprès de la banque centrale. Celle-ci s'élève à 480 Mds de F CFA (732 M EUR), soit 22 % de la dette publique tchadienne selon Christian Georges Diguimbaye, ministre tchadien des Finances et du Budget. Les nouvelles conditions fixent une durée de remboursement de 14 ans, donc quatre de différés, avec un taux d'intérêt de 2 %. Cet accord doit permettre au pays de renouer avec une trajectoire d'endettement plus viable, comme convenu dans le programme du FMI signé au mois de juin. Selon les autorités tchadiennes, il devrait permettre à l'État de réduire les charges d'intérêt sur sa dette d'environ 75 Mds de F CFA (114,3 M EUR) sur dix ans.

✉ bidett@afd.fr

▼ Cameroun : la Chine accorde près de 50 Mds FCFA dans un projet d'adduction d'eau potable au Cameroun

Le gouvernement camerounais, à travers le ministère de l'Economie, vient de signer avec la République populaire de Chine, des accords de coopération économique et technique portant sur un montant de FCFA 49,4 Mds destinés au financement de la phase 2 du projet d'alimentation en eau potable de 9 villes camerounaises.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun-UE : les recettes douanières du Cameroun en baisse de 950 M FCFA, 45 jours après le début de la 2ème phase de l'APE avec l'UE

Selon les statistiques publiées par le Comité chargé du suivi de la mise en œuvre de l'Accord de partenariat économique (APE), 45 jours après le démarrage de la 2ème phase de démantèlement tarifaire, 258 déclarations ont bénéficié de la préférence Union européenne. Ces importations de l'Union européenne représentent une valeur marchande cumulée de 34,8 Mds FCFA.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **L'Ouganda obtient une subvention de 100 M EUR (360 Mds UGX) du Partenariat mondial pour l'éducation**

Le *Global Partnership for Education* (GPE) a accordé à l'Ouganda une subvention de 100 M USD soit 360 Mds UGX. Cette annonce fait suite à la rencontre entre la ministre de l'Education, par ailleurs épouse du Président, et le président du GPE, Julien Gillard, en marge de l'Assemblée Générale des Nations unies où elle a accompagné le Président.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : publication du Rapport sur la coopération au développement**

Selon le Rapport sur la coopération au développement, rédigé par les autorités, Madagascar a reçu 640,6 M USD d'aide public au développement en 2016, soit une hausse de 7,7 % par rapport à 2015. Neuf des 29 pays membres de l'OCDE figurent parmi les partenaires bilatéraux de Madagascar : Etats-Unis (74 M USD), Allemagne (40 M USD), France (32 M USD), Corée (30 M USD), Norvège (8 M USD), Japon (7 M USD), Suisse (1,6 M USD), Canada (1,4 M USD) et Espagne (1 M USD). Les décaissements se structurent ainsi : 60 % de subvention, 34 % d'emprunt, 4 % d'assistance technique, et 2 % d'aide en nature et fonds de contrevalet. Le volume de l'aide décaissée se répartit comme suit : 68 % par les agences multilatérales, 31 % par des agences bilatérale, et 1 % par des ONG et des coopérations décentralisées.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : l'AFD contribue pour 15 M EUR au renforcement du secteur de la justice**

L'AFD vient d'accorder un financement de 15 M EUR (10 Mds FCFA) au ministère sénégalais de la Justice. Ce financement, constitué à moitié de don et de prêt concessionnel, prévoit la construction du Tribunal de commerce de Dakar, de l'Ecole nationale de magistrature et de la création d'un portail internet pour la mise en ligne de tous les textes juridiques sénégalais.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : l'AFD finance pour 32 M EUR le développement économique de la région de Matam**

A travers une convention signée avec le gouvernement sénégalais, en marge du troisième Forum Investir en Afrique organisé par la Banque mondiale et la Chine, l'AFD financera, la phase 2 du Projet d'appui à la promotion des exploitations familiales dans la région de Matam (nord-est). Il s'agit d'un couplage prêt-don de 32 M EUR (21 Mds FCFA). Le prêt concessionnel concerne la réalisation des investissements de long terme (aménagement hydro-pastoraux et hydro-agricoles, pistes rurales, infrastructures de stockage) et la subvention porte sur l'accompagnement et le renforcement des capacités des acteurs locaux. A terme, le projet réduira l'insécurité alimentaire dans la région.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : les experts s'attendent à une production record de maïs en 2017

Les experts s'attendent à une production sud-africaine record de maïs de 16 413 000 t en 2017, soit une augmentation de 110 % comparativement à l'année 2016. Cette production comprend 9,7 millions de t de maïs blanc dédiées à la consommation humaine et 6,8 millions de tonnes de maïs jaune essentiellement dédiées à l'alimentation animale. Les producteurs de maïs se relèvent d'une année difficile où ils ont subi la sécheresse, l'inflation dans le pays et l'augmentation des coûts alimentaires. Sur la bourse de Johannesburg, les prix portants sur les contrats de maïs ont chuté de 65 % entre janvier 2016 et septembre 2017 passant de 340 EUR/t à 118 EUR/t.

✉ baba.diallo.int@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : la production de blé en baisse dans la région du Western Cape pour la saison 2017

Les experts prévoient une production de 861 250 t de blé dans la région du Cap Oriental en 2017 soit une baisse de 236 950 t par rapport à 2016. En effet, la plus grande région productrice de blé sud-africaine souffre d'une sécheresse sans précédent. En dépit des conditions climatiques difficiles, les producteurs espèrent atteindre une production de 2t/ha en moyenne dans cette région. La région du Free State s'attend aussi à une baisse de la production de blé de 41 % pour atteindre une production annuelle de 182 000 t. Seule la région du Cap Nord prévoit une hausse de la production de blé de 7 % soit une production annuelle de 304 000 t.

✉ baba.diallo.int@businessfrance.fr

▼ Soudan : interdiction d'importation de farine

Le Soudan vient d'interdire les importations de farine, qui se sont élevées à 770 000 tonnes en 2016. Les minoteries locales, dont les investissements totaux cumulés sont de 2 Mds USD, n'ont fonctionné l'année dernière qu'à 29 % de leurs capacités, qui sont de 7,3 millions de tonnes par an, alors que le Soudan consomme annuellement 2 millions de tonnes.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique de l'ouest : Delta Drone et Bureau Veritas signe un accord stratégique pour développer « l'agriculture de précision »

Confortés par des essais sur des plantations de palmier à huile, de banane et d'hévéa en Côte d'Ivoire, ces deux partenaires ont pour objectif de développer ensemble des produits pour « l'agriculture de précision » en Afrique de l'Ouest. Ces solutions techniques basées sur la collecte par voie aérienne et l'analyse d'informations s'appliqueront à la gestion des ressources naturelles et aux pratiques agricoles (santé des plantes, pilotage fertilisation et irrigation). Le groupe français Delta Drone, spécialiste des drones civils à usage professionnel, est déjà présent sur le continent, notamment en Afrique du sud et au Maroc. Bureau Veritas, spécialiste du contrôle et de la certification, est également présent dans plusieurs pays du continent.

✉ julie.brayermankor@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Nigéria : les trois raffineries nationales seront réhabilitées d'ici 2019

Le Directeur exécutif de la Compagnie pétrolière nationale du Nigéria, Maikanti Baru, a lancé le projet de réfection des trois raffineries nationales d'ici à 2019, qui devrait leur rendre un taux de 90 % à 100 % d'utilisation de leurs capacités. D'après le dernier rapport de la NNPC, l'ensemble des raffineries a fonctionné à moins de 13 % de ses capacités au mois de juin. Maikanti Baru a estimé que les pertes dues au vandalisme sur les pipelines en 2016 s'élevaient à 700 000 bpj. La production actuelle du Nigéria s'élève à 1,6 M bpj hors condensats selon le ministre des Ressources pétrolières, Ibe Kachikwu, qui a précisé que le pays ne respecterait probablement pas les coupes imposées par l'OPEP à 1,8 M bpj avant le mois de mars.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : vers une révision des tarifs dans le secteur électrique ?

La compagnie de distribution d'électricité NDPHC a annoncé un nouvel investissement d'1,5 Md USD dans le réseau de distribution électrique nigérian, notamment pour la construction de deux transformateurs, de près de 3 000 Km de lignes électriques et la construction de sous-stations. Par ailleurs, la Commission de régulation de l'Electricité nigériane a amorcé une révision de ses tarifs, la première depuis 21 mois. Le programme tarifaire établi en 2015 était censé être révisé tous les six mois en fonction de la conjoncture économique : calculé en 2015 avec une inflation à 9 % et un taux interbancaire de 196 NGN/USD, il avait alors conduit à l'augmentation de 50 % des tarifs pour les particuliers et encore davantage pour les professionnels.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe : les diamants d'Harare écornent Kimberley

Le 11 septembre dernier, l'ONG Global Witness a publié un rapport dénonçant le détournement des profits réalisés par l'extraction diamantifère au Zimbabwe, par les forces de sécurité étatiques. Elle allègue, par ailleurs, que ces diamants ont été vendus sur le marché d'Anvers conformément au Processus de Kimberley. Ce type de dérives en matière de gouvernance souligne l'incapacité des réglementations internationales à englober l'ensemble des risques attachés au secteur minier. C'est également un signal envoyé à l'industrie du diamant sur l'opportunité de s'investir, au-delà du cadre normatif, dans une démarche favorisant le contrôle de la chaîne d'approvisionnement et le développement de pratiques minières responsables.

✉ ps.guedj@affectionmutandi.com

▼ Rwanda : 100 M USD supplémentaires pour l'extraction du méthane du lac Kivu

Deux entreprises, Symbion Energy et Highland Group Holdings Ltd., ont signé un accord d'investissement conjoint de 100 M USD concernant l'extraction de méthane dans le Lac Kivu. Cet investissement permettra la production de 22 MW d'ici 18 mois. Actuellement, seulement 25 MW sont produits alors que le lac contient 55 milliards de m³ de méthane naturel et que sa capacité totale de production est estimée à 500 MW sur une période de 40 ans.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Ouganda : encours de dette d'1 Md USD de l'État auprès des compagnies pétrolières**

Une évaluation anticipée des coûts recouvrables par l'auditeur général (AG) révèle que l'Ouganda devrait près d'1 Md USD (environ 3,6 billions UGX) aux compagnies pétrolières internationales pour les coûts engagés pour diverses activités pendant les phases d'exploration et d'évaluation depuis 2001. Cette information du directeur des audits du gouvernement central, Joseph Hirya, a été révélée lors de la conférence de l'Organisation Internationale des Institutions Supérieures d'audits (INTOSAI) à Kampala. Les coûts et autres détails relatifs à l'extraction de l'industrie du pétrole et du gaz ont été gardés secrets jusqu'à présent compte tenu de la confidentialité des accords d'exploration et d'extraction entre le gouvernement et les compagnies pétrolières.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : mémorandum d'entente pour l'importation de gaz naturel liquéfié de la Guinée équatoriale**

Dans une démarche de coopération sud-sud, la Guinée équatoriale et le Burkina Faso viennent de signer un mémorandum d'entente visant à approvisionner le Burkina Faso en gaz naturel liquéfié (GNL). L'accord prévoit également la création d'infrastructures de stockage de GNL devant permettre au Burkina Faso d'importer et de stocker davantage de produits dérivés du pétrole. En contrepartie, la Guinée équatoriale se verra autorisée à explorer et éventuellement produire du pétrole et du gaz au Burkina Faso.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : 6^{ème} Symposium international sur la bauxite et l'alumine**

Ce Symposium s'est tenu les 21 et 22 septembre dernier à Conakry, sur le thème : « le développement durable de l'industrie de la bauxite et de l'alumine en Guinée ». Environ une soixantaine d'entreprises et plus d'une centaine de délégués ont assisté à l'événement. Cette rencontre a permis aux autorités locales de s'imprégner de l'évolution intégrée du marché de la bauxite et l'alumine et de dégager des opportunités pour l'horizon 2025. De cette rencontre, il est ressorti également l'idée de création d'un institut international de la bauxite qui aura pour siège à Conakry. Cet institut serait financé par les sociétés minières installées dans le pays, les Etats guinéen et indien.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : partenariat entre le cabinet français Beicip Franlab et l'Office national du pétrole de Guinée**

L'office national du pétrole (ONAP) a signé avec le cabinet français Beicip Franlab, une convention de partenariat dans le domaine de la coopération technique et scientifique. Cette coopération portera sur des échanges d'informations, de la formation dans les domaines de l'exploration, de l'élaboration des plans de développement et des revues juridique et économique.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : extension des activités à Tasiast du Canadien Kinross**

Kinross Gold Corporation, qui exploite la mine d'or de Tasiast, au nord de la Mauritanie, vient de publier, les résultats de l'étude de faisabilité de la phase II de son projet d'extension. Ce dernier représente un investissement de 590 M USD, et doit permettre à Kinross d'atteindre une capacité de traitement de 30 000t/j pour une production annuelle de 812 000 onces d'or sur les cinq premières années. Le démarrage des travaux de construction est prévu pour 2018 et l'entrée en production commerciale en 2020. La mine de Tasiast, dont la valeur actuelle est estimée à 1,4Mds USD, devrait générer 2,2 Mds USD de bénéfice sur sa durée de vie.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Tanzanie : fortes tensions sur le marché du ciment**

Le prix du ciment a chuté d'un tiers entre 2016 et 2017 en Tanzanie, passant de 88 USD/t en septembre 2016 à 60 USD/t en 2017. La baisse des prix est imputée au ralentissement économique qui affecte le secteur de la construction, ainsi qu'à la forte concurrence sur le marché du ciment. Le groupe Dangote, qui a lancé la construction d'une usine en août 2015, détient désormais 23 % du marché grâce à sa stratégie tarifaire agressive. Cette situation met en péril les acteurs établis : *Tanzania Portland Cement* (groupe Heidelberg, Allemagne), leader du marché (36 %), qui a vu son bénéfice annuel chuter de 45 %, à 5,5 MUSD ; Athi River Mining (ARM, Kenya), second acteur du marché (26 %), dont les pertes, multipliées par cinq sur la période, seraient de l'ordre de 13,3 M USD.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Nigéria : démenti sur les intentions de rachat d'Arik par Ethiopian Airlines et mise en concession des 4 aéroports internationaux**

Ethiopian Airlines a indiqué que les rumeurs de tentative de rachat de la compagnie nigérienne Arik Air étaient fausses. Pour rappel, Arik Air avait engagé des poursuites à l'encontre d'Ethiopian Airlines et du gouvernement nigérian suite à ces rumeurs, qui auraient notamment entraîné une baisse de son cours en bourse. Autre information du secteur, après la mise en concession des aéroports Murtala Muhammed (Lagos) et Nnamdi Azikiwe (Abuja), le gouvernement fédéral a annoncé de nouvelles mises en concession : celles des aéroports internationaux de Kano et Port Harcourt.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : le plus grand musée du monde consacré à l'art contemporain africain a officiellement ouvert ses portes au public au V&A Waterfront du Cap**

Le *Zeitz Museum of Contemporary Art Africa* (Zeitz MOCAA), qui comprend 6 000 m² d'espace d'exposition réparti entre 100 galeries, a été réalisé sur quatre ans. Le musée est le fruit d'un partenariat conjoint sans but lucratif entre V&A Waterfront et l'entrepreneur allemand Jochen Zeitz.

✉ Ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Gabon : implantation du groupe Vivendi

Après le Cameroun, la Guinée, le Niger, le Burkina Faso et le Sénégal, le Gabon accueillera à son tour Canal Olympia, le réseau de salles de cinéma et de spectacle du groupe Vivendi. Deux implantations sont, pour l'instant, prévues, dans la capitale Libreville, et Port Gentil. La société Talents et Spectacles Gabon, filiale à 100 % du groupe Vivendi via l'entité Vivendi Village sera chargée de l'exploitation de ces salles qui répondent à un besoin d'infrastructures à vocation culturelle dans les deux capitales administrative et économique du pays. La mise en service de ces équipements est prévue en 2018.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : rachat par Essilor de Sun Optical Technologies (SOT)

Essilor, leader mondial des verres optiques, a acquis 51 % du capital de SOT, leader éthiopien du secteur optique, qui dispose d'un centre d'usinage des verres à Addis Abeba. L'objectif est l'ouverture en franchise (le secteur de la distribution de détail étant fermé aux étrangers) d'ici deux ans de 200 centres optiques en Ethiopie (97 à Addis-Abeba). Trois centres de production seront créés, à Hawassa, Dire Dawa et Gondar. Essilor s'engagera aussi dans une démarche de sensibilisation dans les zones rurales. Au total, 4,3 MUSD (100 METB) d'investissements sont prévus. Ceci devrait permettre de répondre à une demande grandissante dans le domaine optique, que l'offre actuelle n'est pas en mesure de couvrir.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : début de la production de Peugeot au Kenya

Le constructeur automobile Peugeot a débuté la production des véhicules 508 et 3008, dans le cadre d'un partenariat avec sa franchise locale Urysia et l'assembleur *Kenya Vehicle Manufacturers*. A terme, Peugeot espère produire 1 000 véhicules par an à destination du marché kenyan et est-africain. La production de voitures Peugeot sur le sol kenyan permettra de baisser significativement les coûts des véhicules, exempts des droits de douane (25 %) et des droits d'accise (20 % de la valeur du véhicule) sur les composants importés.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : signature d'un contrat entre *Tullow Oil* et l'entreprise dubaïote *Almansoori Petroleum*

Malgré l'incertitude qui plane sur le projet pilote d'exploitation du pétrole dans la région du Lokichar, Tullow Oil, a signé un contrat de 10 M USD pour la fourniture d'équipements avec l'entreprise dubaïote Almansoori Petroleum. L'installation, qui a reçu l'aval du gouvernement, devrait être livrée courant novembre. Il s'agit d'une installation temporaire, louée sur une base mensuelle, qui permettra de relier les 40 puits déjà creusés, afin de faciliter le pompage et l'extraction des 2000 barils quotidiens, une fois l'accord du gouvernement reçu. Lorsque le pipeline jusqu'à Mombassa sera achevé, Tullow Oil opéra pour un système d'installation définitif. Tullow Oil a déjà investi 14,5 M USD (1,5 Mds KES) depuis 2010 dans l'exploration pétrolière de la zone.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : Joon, la nouvelle compagnie d'Air France va proposer des vols Paris-Victoria *low cost***

Le groupe Air France, à l'occasion du lancement de sa nouvelle compagnie et filiale, Joon, a annoncé que la compagnie desservira Victoria au départ de Paris, ciblant ainsi une clientèle jeune. Joon aura aussi pour mission de réduire les coûts d'Air France en se substituant à la compagnie sur ses lignes déficitaires. L'accord de partenariat actuel entre Air France et Air Seychelles devrait par conséquent évoluer. Depuis quelques années, Air France propose trois fréquences hebdomadaires vers les Seychelles via Air Seychelles en partage de code. Un vol réservé le lundi, le mercredi ou le samedi devrait donc coûter désormais 299 EUR avec Joon, contre 523 EUR les autres jours avec Air Seychelles mais avec toutefois un niveau de service différent.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : entrée en bourse de la filiale ivoirienne du groupe Ecobank**

La filiale ivoirienne du groupe Ecobank a mis en vente, depuis le 27 septembre 2017, 20 % de son capital sur le marché boursier régional (BRVM). Cette première cotation en bourse interviendra après une Offre publique de vente (OPV) d'un montant de 45 Mds FCFA (68,6 M EUR), représentant 2,25 millions d'actions au prix unitaire de 20.000 FCFA (30,51 EUR). 90 % des actions sont destinées au grand public quand les 10 % restant sont réservées au personnel de la banque. Ecobank-Côte d'Ivoire est la 2^{ème} banque commerciale du marché (derrière la Société générale), en termes de total bilan. Elle a réalisé en 2016 un résultat net de 33 M EUR, soit une hausse de 25 % par rapport à 2015.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : l'entreprise chinoise PACRAY obtient le contrat de reconstruction du marché Rose de Bamako**

Le marché Rose de Bamako, le plus grand centre commercial du Mali qui avait été détruit le 20 mars 2014 par un incendie, sera reconstruit par l'entreprise chinoise PACRAY. L'investissement, estimé à 56 M EUR, sera entièrement supporté par PACRAY. Ce partenariat public privé (PPP) prévoit la construction de plus de deux milles magasins, l'installation de nouvelles banques et une quarantaine de kiosques pour un total de 3000 places. Les travaux devraient s'achever dans trois ans.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Gabon : nouveau Directeur Général à la BGD

Placée sous administration provisoire le 20 mars dernier par la Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC), la Banque gabonaise de développement (BGD) a un nouveau directeur général : M. Steeve Lenyango, en remplacement de M. Roger Owono Mba.

✉ aline.quenet@dgtrésor.gouv.fr

▼ Soudan : entretien entre le ministre soudanais des Affaires étrangères et le ministre américain délégué aux finances, en charge du financement du terrorisme

Le ministre soudanais des Affaires étrangères a, en marge de l'assemblée générale des Nations unies, rencontré le ministre américain délégué aux finances, en charge du financement du terrorisme. Le Soudan est, depuis 1993, sur la liste américaine des Etats soutenant le terrorisme, ce qui lui interdit l'accès à une assistance économique américaine et oblige les Etats-Unis à s'opposer à (i) tout prêt d'une institution financière internationale au Soudan (ii) un allègement de dette du pays.

✉ olivier.biltz@dgtrésor.gouv.fr

▼ Niger : visite du président de la BAfD au Niger

Le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, s'est rendu en visite à Niamey le 26 septembre, pour renforcer la coopération bilatérale entre la BAfD et le Niger. Dans le cadre de cette visite, Akinwumi Adesina a visité le Centre technique Kalmaharo et le Centre national des énergies solaires, deux projets soutenus par la BAfD. Le portefeuille actif de la Banque au Niger comprend 15 projets totalisant un montant de 510 M USD ainsi répartis : 44 % dans le secteur du développement rural, 20 % dans les transports, 14 % dans le multi-secteur, 12 % dans le secteur de l'eau et de l'assainissement et 10 % dans le secteur social. La BAfD vient par ailleurs d'approuver l'ouverture d'un bureau à Niamey.

✉ lebaronc@afd.fr

ERRATUM :

Une erreur s'est glissée dans le numéro 83 de la semaine dernière. Dans la brève « Côte d'Ivoire : progression de 16% du trafic aérien de passagers », il était indiqué qu'Air Côte d'Ivoire devait ses performances à l'augmentation de ses fréquences de vols vers l'Europe. En réalité, cette compagnie n'opère pas de vols vers l'Europe, mais uniquement vers la sous-région d'Afrique de l'ouest et du centre. Ce sont donc les fréquences de vols vers cette sous-région qui ont été augmentées.

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

